

Les Iraniennes ont pu se retrouver en public le 8 mars pour célébrer la Journée mondiale de la femme, mais c'était en 2004. Elles s'étaient réunies au parc Laleh, dans le centre de Téhéran et les forces de l'ordre n'étaient pas intervenues. Mais depuis, impossible pour les Iraniennes de se rassembler à cette occasion.

La société civile lutte pour les droits des femmes, à l'image de Narguess Mohammadi...

Cibles de pressions incessantes, les activistes féministes quittent parfois l'Iran contraintes de continuer leur combat depuis l'étranger, mais certaines restent dans leur pays et résistent malgré tout. Narguess Mohammadi a choisi cette dernière voie mettant en danger sa liberté. Journaliste et activiste, la cour d'appel a annoncé le 6 mars sa [condamnation définitive](#) à six ans de prison ferme pour ses activités en tant que vice-présidente de l'Association des défenseurs des droits de l'homme.

Shirin Ebadi, lauréate du prix Nobel de la Paix en 2003, a été la présidente de cette organisation fondée en 2000. Bien d'autres avocats engagés en faisaient partie dont Abdolfattah Soltani et Mohammad Seyfzadeh, tous deux retenus aujourd'hui dans la prison d'Evine à Téhéran. Narguess Mohammadi, âgée de 39 ans, a également été la directrice du conseil des femmes de cette association. Victime de pressions de la part des autorités, son entreprise avait été [été contrainte](#) de la licencier il y a deux ans.

En raison de son appartenance à cette association, elle a été arrêtée en 2009 pendant la vague de répression qui a suivi la réélection de Mahmoud Ahmadinejad. En première instance, Mohammadi a été condamnée à 11 ans de prison pour "*être membre de l'Association des défenseurs des droits de l'homme*", "*avoir fait de la propagande contre le régime*" et "*avoir porté atteinte à l'ordre publique*".

du prix Alexander Langer en 2009 pour ses activités en faveur de la promotion des droits de l'homme en Iran, elle a été empêchée par les autorités de se rendre en Italie pour la remise du prix. Elle [avait alors déclaré](#) à la partie en persan du média Deutsche Welle: *"La société iranienne demande sans relâche la reconnaissance de droits démocratiques. Etudiants, ouvriers, instituteurs, femmes et jeunes ont des revendications précises auxquelles le régime se doit de répondre, et ceci de manière satisfaisante et convaincante"*.

Alors que Narguess Mohammadi attend chez elle d'être appelée à tout moment pour purger sa peine, elle [a dit](#) au site Iran Human Rights: *"Comment peuvent-ils condamner la mère de deux jeunes enfants à une peine si lourde à l'approche de la Journée mondiale de la femme et en être fiers? Je ne suis pas une criminelle et je n'ai rien fait de mal, c'est pourquoi je refuse de demander l'amnistie. Je n'ai eu aucune activité armée, illégale ou secrète en vue de renverser le régime. Je suis fière de mes activités en faveur des droits de l'homme."*

Mohammadi reste optimiste: *"Je suis convaincue que d'autres citoyens en quête de la démocratie suivront notre chemin. Nous verrons des jours meilleurs en Iran. Je crois au changement"*.

... Pourtant, le Parlement poursuit l'adoption de lois rétrogrades menaçant les droits des femme.

Les députés ont rejeté un [projet de loi obligeant les hommes à déclarer les mariages temporaires](#) (ou *siqeh*), lundi 5 mars. Parallèlement à ce refus, le parlement a cependant reconnu qu'un second mariage classique ne peut être entrepris qu'avec l'autorisation de la première épouse.

En refusant d'alourdir les contraintes du mariage temporaire pour les hommes, les députés maintiennent un cadre légal quasi-inexistant dans ce domaine aux dépens des femmes et de leurs droits.

La polygamie est autorisée pour le mariage classique en Iran, les hommes peuvent avoir jusqu'à quatre femmes tandis qu'un seul conjoint est autorisé pour les femmes. Quant au

mariage temporaire, il a une simple dimension religieuse, n'implique [pas de contrat civil](#) et repose sur une entente réciproque. L'homme, marié ou non, peut accumuler les mariages temporaires sans limite, tandis que la femme doit obligatoirement se trouver hors mariage (non mariée ou divorcée).

Cette union n'est pas indiquée sur les papiers d'identité et les possibles enfants ne bénéficient d'un statut légal que si le père les reconnaît. En cas contraire, les enfants n'ont ni droits ni accès à l'éducation.

Les défenseurs du *siqeh* reconnaissent cette pratique comme un moyen d'empêcher les comportements immoraux, mais elle reste très impopulaire auprès de la société iranienne qui y voit le moyen de couvrir des pratiques de prostitution et un outrage aux droits des femmes.

Source : keyhani.blog.lemonde.fr

Â

Â